

## Leçons de survie à la radioactivité en Biélorussie

**La population de ce pays a particulièrement souffert de Tchernobyl. Elle se contamine toujours. Moins par le sol que par les aliments. La mise en place d'une culture de protection radiologique a permis de diminuer ces risques. Un exemple à méditer pour l'Europe en cas d'accident nucléaire.**

Un accident nucléaire grave est aussi possible en Europe de l'Ouest et il faut s'y préparer : c'est là le message essentiel du programme de recherche européen SAGE (Stratégies pour le développement d'une culture de protection radiologique), dont les conclusions ont été présentées lors d'un colloque qui s'est tenu les 14 et 15 mars à Paris.

Inspiré de l'expérience subie par la Biélorussie après l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl, ce programme, qui implique des chercheurs français, britanniques, allemands et biélorusses, vise à "implanter et disséminer une culture de protection radiologique en Europe de l'Ouest, pour faire face aux cas d'incident ou d'accident avec des conséquences radiologiques à long terme" ([www.ec-sage.net](http://www.ec-sage.net)).

Un accident nucléaire contamine durablement, et sur une grande surface, les régions affectées sans qu'il soit possible d'évacuer toutes les populations qui sont exposées à ses retombées. Celles-ci doivent vivre dans une ambiance radioactive sans doute faible, mais bien supérieure à celle du fonds naturel. Pour limiter les atteintes sanitaires de ces faibles doses, des mesures de précaution bien appliquées dans la vie quotidienne – "la culture de protection radiologique" – peuvent diminuer sensiblement le risque, estiment les acteurs du programme SAGE qui ont développé une pédagogie de la vie en conditions radioactives.

"Il est utile de diffuser cette culture à l'Ouest pour trois raisons, explique Jacques Lochard, directeur du CEPN (Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire) et coordinateur de SAGE. D'abord, des territoires restent contaminés de manière importante depuis Tchernobyl, au nord de la Norvège et au sud de l'Ecosse. Ensuite, il faut se préparer au cas où il y aurait un gros pépin. Enfin, depuis le 11 septembre 2001, il faut envisager des actes de terrorisme qui pourraient donner lieu à une contamination importante."

De ce point de vue, l'expérience de la Biélorussie est cruciale pour imaginer ce qu'il faudrait faire. Situé au nord de l'Ukraine, ce pays qui ne possède pas de centrale nucléaire, a reçu 70 % des retombées radioactives de l'explosion de 1986. Un million et demi de personnes vivent dans des zones où les sols présentent une radioactivité supérieure à 37 000 becquerels (Bq) par m<sup>2</sup>. Cela se traduit par une morbidité importante. "Dans notre district de Bragin, seul un enfant sur dix peut être considéré en bonne santé au terme des études secondaires", fait remarquer Tatiana Kotlabai, de l'association biélorusse Germes de vie. "Selon les données du ministère de la santé publique, indique encore Vassili Nesterenko, directeur de l'Institut Belrad, à Minsk, 90 % des enfants dans les zones aujourd'hui contaminées étaient en bonne santé en 1985, 20 % aujourd'hui."

Plus inquiétant : les pathologies que présentent les enfants ne sont pas celles que l'on s'attendait à observer après exposition à la radioactivité : au lieu de cancers, des maladies cardio-vasculaires, des problèmes immunitaires et du canal digestif, etc. "Quand on discute avec les médecins des zones, raconte Jacques Lochard, ils disent que les enfants ont des maladies de vieux. Cela ne rentre pas dans les schémas connus. Toute la science de la radioactivité s'est construite sur Hiroshima, un phénomène d'irradiation brutale et externe. Avec Tchernobyl, la situation est toute nouvelle : des millions de personnes ingèrent par alimentation de la radioactivité. Et il semble bien qu'au-delà d'effets cancérigènes d'autres effets soient provoqués."

Comment limiter l'exposition des populations ? La voie principale de contamination étant l'alimentation, il est apparu, grâce notamment aux programmes de recherche Ethos et CORE, que l'essentiel était d'informer les habitants, de leur proposer des mesures régulières de leur contamination et de la nourriture qu'ils consomment, et enfin de modifier leur régime alimentaire.

Mme Kotlabia, dont l'association a élaboré cette méthode avec succès dans plusieurs villages, explique : "La famille Sadenov avait deux enfants qui présentaient une contamination de 2 250 et de 953 Bq/kg. On a parlé avec les parents, identifié la source de contamination - du gibier -, et on leur a expliqué qu'il ne fallait pas en manger sans que sa radioactivité ait été préalablement mesurée. Puis on a envoyé les enfants en sanatorium en leur recommandant de prendre de la pectine. Résultat : l'aîné a vu sa contamination divisée par six, et le cadet par vingt-quatre."

Il reste à généraliser cette démarche en Biélorussie. Une tâche difficile, en raison du manque de moyens de l'Etat. De surcroît, la démarche encourt la critique de Vassili Nesterenko, un personnage clé de l'effort entrepris en raison de l'activité incessante de l'Institut Belrad pour dresser l'état de la contamination des populations touchées.

M. Nesterenko regrette que le programme CORE n'encourage pas la distribution de pectine - une poudre de pulpe de pomme -, alors que ses études (dont l'une a été publiée dans *Swiss Medical Weekly* en 2004) tendent à montrer son efficacité dans l'abaissement du taux de contamination.

La démarche générale de CORE et de SAGE est vivement critiquée par des groupes antinucléaires. La neutralité du CEPN est mise en cause, cet organisme étant financé par EDF, Areva et le CEA. D'ailleurs, les participants au colloque de Paris ont été accueillis par des jets d'œufs et de peinture rouge provenant d'un groupe qui a laissé un texte signé "Lonesome cobaye not so far away from Belarus" ("Cobaye solitaire pas si éloigné de la Biélorussie").

Cet acte n'a guère convaincu les participants, notamment biélorusses. M. Nesterenko a qualifié le geste d'"ignoble". Le texte critiquait le fait "d'aider les populations à faire comme si elles pouvaient vivre normalement dans des conditions qui les tuent. (...) Toute cette affaire vise à organiser l'acceptation et la confiance sociale nécessaires à la relance actuelle des programmes nucléaires".

"Que faut-il faire ? demande Jacques Lochard. Déporter les gens, geler leurs terres ? S'ils veulent vivre là, il serait irrespon-

sable de ne pas leur donner les moyens d'améliorer leurs conditions de vie." Mieux vaudrait que la question ne se pose pas en Europe. Mais elle est devenue imaginable.

**Hervé Kempf**

Le Monde du 17 mars 2005.